

« Voici l'entretien accordé au périodique togolais "LIBERTE HEBDO"
publié le mardi 3 août 2005 »

Question 1 : *Depuis un certain temps on ne vous entend plus. Qu'est-ce qui peut expliquer ce silence ? Est-ce un silence stratégique ?*

Il n'y a pas eu de silence ; il n'y a pas de silence et il n'y aura jamais silence de ma part tant que la situation d'injustice et de non-droit prévaudra au Togo. Pour reprendre une citation célèbre, je dis que "trop de bruit ne fait pas de bien et le bien ne fait pas trop de bruit".

Pour parler plus sérieusement, je dirai que nous ne nous sommes jamais tus. Les Togolais sont très traumatisés par ce qui s'est passé dans notre pays depuis la mort du Général Eyadéma et ce qui s'y passe encore aujourd'hui. Notre rôle n'est pas de maintenir notre peuple dans l'illusion par une stratégie de communication sans des actions concrètes à suivre. Nous travaillons très sérieusement à une alternative politique authentiquement démocratique.

Nous avons dénoncé et nous continuons de dénoncer les conditions de prise du pouvoir et de partage de ce pouvoir par le clan RPT et ses supplétifs. Nous disons que tout cela n'est pas bon pour le pays car le scénario mis en place par ce clan ne contient pas les conditions d'une véritable réconciliation entre les Togolais et... Dieu sait si c'est une impérieuse nécessité. Un pays verrouillé par un clan partisan et par une famille qui en fait sa propriété privée ne peut pas réunir les conditions d'un développement authentique ni celles d'une paix sociale véritable. La peur, la terreur et l'espionnage instaurées comme mode exclusif de gouvernement ne feront pas durablement illusion.

Nous mettons donc solennellement en garde ceux qui prennent ainsi en otage tout un peuple. Nous leur disons que l'opposition togolaise dite radicale a fait des efforts gigantesques -nous en attestons- en acceptant les plans d'Abuja et d'Accra alors même que l'opinion publique togolaise était très nettement opposée à toute forme de compromis avec ce pouvoir autocratique et sans état d'âme. Il faut donc lui ouvrir la porte d'une participation effective à la gestion du pays. Ce ne serait pas lui faire la charité, mais c'est à cette seule condition que ce pouvoir pourrait acquérir un semblant de légitimité. Si le RPT, qui sait pertinemment qu'il n'a pas gagné les élections du 24 Avril 2005, ne fait pas cet effort d'honnêteté, on peut à coup sûr craindre pour la stabilité de notre pays à très court terme.

Question 2 : *Quelle est votre réaction par rapport à la publication du rapport d'Amnesty International ?*

Amnesty International n'a fait que compiler des faits que tout le monde connaissait déjà. Tout cela n'est donc pas nouveau. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, les modes d'action du RPT n'ont pas disparu avec la mort du Général Eyadéma dont je salue ici la mémoire. Depuis longtemps déjà je me suis posé la question de savoir si le Général Eyadéma était au courant de tout ce qui se passait dans le pays de son vivant. Du reste, je lui ai directement posé la question... un jour viendra où je livrerai sa réponse et bien d'autres réponses à d'autres questions qui ont émaillé nos rencontres. En effet, tout porte à croire qu'il

a toujours existé au Togo un système obscur, occulte et même mafieux, qui travaille dans l'ombre et qui a pris en otage et l'Etat et le Peuple togolais : réseaux et trafics en tous genres ont profondément gangréné l'ensemble du pays. C'est ce même système qui verrouille encore tout aujourd'hui et empêche toute évolution pouvant aller contre ses intérêts aussi obscurs qu'inavouables. Des hommes courageux comme Dahuku Péré, Agbéyomé Kodjo et plus récemment Esso Bocco, tels des Don Quichotte, ont tenté de faire bouger le système de l'intérieur, en tentant de se battre, non contre des moulins à vent, mais bien contre les moulins à fric installés au Togo. Bien entendu, ils s'y sont cassé les dents... Nous sommes heureux qu'ils s'en soient sortis vivants : beaucoup de Togolais, leurs compagnons d'infortune, ont payé de leur vie cette "témérité" ! Ce qui est décrit dans le rapport d'Amnesty International ne peut pas être un roman imaginé par quelque esprit mal intentionné. Amnesty est une organisation sérieuse dont la probité et la réputation n'ont jamais été contestées par des gens sérieux.

Question3 : En ce qui concerne ces violations des droits de l'homme, une mission des Nations Unies a séjourné au Togo et promis de rendre ses résultats après deux semaines ; mais jusqu'ici rien n'est fait. Qu'est-ce qui peut être à l'origine de cette lenteur ?

Nous ne pouvons pas nous permettre d'élucubrer, de supputer ou de faire des procès d'intention aux envoyés des Nations Unies et encore moins à l'ONU elle-même. Ce ne serait pas responsable de notre part. Les Nations Unies ont toute notre confiance et tout notre respect. Attendons donc de voir. Pour autant, je suis prêt à parier que le rapport onusien viendra confirmer celui d'Amnesty International. Le contraire ne me paraît même pas imaginable. En effet, des faits très graves se sont produits et se produisent toujours au Togo. Nous en avons eu la confirmation lors de notre visite aux compatriotes réfugiés au Bénin ; nous avons par ailleurs recueilli des témoignages de réfugiés arrivés en Europe ; nous recevons de Togolais tous les jours des révélations incroyables par leur cruauté : tous les éléments concernant les atteintes graves à la dignité et aux droits de l'homme, les assassinats, les tortures, les exécutions sommaires, les disparitions... sont précis et concordants.

Quoi qu'il en soit, les Togolais attendent avec impatience la sortie de ce rapport. Si d'aventure, d'obscurs obstacles s'érigaient sur le chemin de sa publication, nous aviserions : notre réaction serait très ferme. Je demanderais alors à nos compatriotes d'Europe et d'Amérique d'organiser au siège des Nations Unies à New-York et au siège du Gouvernement américain à Washington des manifestations de protestation pour exiger la publication de ce rapport. Je demande d'ores et déjà à tous mes compatriotes, où qu'ils se trouvent, de créer des comités de vigilance ad hoc et de me communiquer les coordonnées de ces comités afin que le moment venu nous puissions mobiliser le peuple pour cette tâche. Le temps des connivences sournaises, des manipulations sordides et de l'impunité systématique est désormais révolu. A vous, la presse nationale et internationale, je demande qu'à partir d'aujourd'hui jusqu'à la sortie éventuelle dudit rapport, d'afficher tous les jours "à la une" de vos journaux écrits ou audio-visuels un décompte quotidien actualisé du délai passé depuis le départ du Togo de la commission des Nations Unies, avec la mention suivante : MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL DES NATIONS UNIES, AUJOURD'HUI NOUS SOMMES AU JOUR J+X DEPUIS LE DEPART DE VOTRE COMMISSION D'ENQUETE DU TOGO. LE PEUPLE ATTEND IMPATIEMMENT LA VERITE.

Question 4 : Au lendemain de la publication de ce rapport, Faure et Gilchrist se retrouvent à Rome pour demander d'un commun accord l'arrêt des violences d'où qu'elles viennent. Ne pensez-vous pas que c'était un moyen pour masquer les faits décrits par Amnesty International ?

Dans un pays démocratiquement « civilisé », la rencontre entre deux hommes politiques opposés est considérée comme une chose normale, voire souhaitable lorsque l'intérêt supérieur de la Nation l'exige. Mais au Togo, compte-tenu de la situation sociopolitique chaotique et du grave contentieux né de 40 années de féroce dictature, une telle rencontre s'apparente à une connivence coupable. De fait, beaucoup de Togolais s'interrogent sur l'opportunité de la rencontre tenue entre M. Gilchrist Olympio, Président de l'Union des Forces du Changement et M. Faure Gnassingbe Président du Rassemblement du Peuple Togolais, proclamé Président de la République du Togo à l'issue des élections Présidentielles controversées d'avril dernier.

Avant d'aller plus loin, notons au passage le cynisme des termes du communiqué imposé par le RPT et naïvement accepté par l'UFC : "l'arrêt des violences d'où qu'elles viennent" Pour le RPT, les violences ne seraient pas initiées et entretenues par ses propres milices, mais aussi le fait de ceux qui ont osé contester une mascarade électorale, osé se défendre contre ces hordes sauvages et qui ont finalement fui le Togo. Comment peut-on accepter une telle interprétation des faits et gestes connus du monde entier, car filmés et montrés par les quelques journalistes étrangers ayant bravé la militarisation du pays ?

Mais surtout, les interrogations portent à la fois sur le choix de la date de cette rencontre, le lieu de la rencontre et enfin sur le contexte togolais actuel.

Le choix de la date : Il n'a échappé à personne que cette rencontre a été organisée le lendemain du jour où Amnesty International publiait un rapport très accablant sur le non respect des Droits de l'Homme au Togo. De là à penser qu'il s'agit d'une simple opération de communication dont le seul but était d'élever un rideau de fumée pour cacher les faits décrits dans le rapport d'Amnesty International, il n'y a qu'un pas que de nombreux Togolais ont d'ores et déjà franchi. Comment leur en vouloir quand les corps de centaines de nos compatriotes sont encore fumants au pays ?

Le lieu de la rencontre : Siège de la Communauté Eugidio à Rome. Jusqu'à présent on nous a fait croire que désormais les Africains étaient capables de régler leurs problèmes entre eux à travers leurs organisations sous-régionales, régionales et continentales. Avec ce choix de Rome et de cette communauté religieuse, est-ce à dire que l'Union Africaine et la CEDEAO notamment sont désormais définitivement disqualifiées sur le dossier Togolais ?

Le contexte Togolais actuel : Comment comprendre que depuis que de nombreux Togolais ont fui notre pays pour la simple raison qu'ils sentaient leur vie en danger, celui qui est qualifié de chef historique de l'opposition n'ait pas organisé avec l'aide de la très grande majorité de nos compatriotes une caravane humanitaire à l'endroit de nos réfugiés ? Qu'il n'ait pas mené une action diplomatique vigoureuse à l'endroit des gouvernements des pays d'accueil pour exiger le respect de leur sécurité et de leur dignité ? Qu'il ait fallu attendre cette improbable rencontre de Rome pour que M. Gilchrist Olympio sollicite la bienveillance de M. Faure Gnassingbé à l'endroit de nos malheureux compatriotes réfugiés dans les camps

du Ghana et du Bénin, ceux-là mêmes que M. Tozoun n'hésite pas à traiter, de façon inhumainement cynique, de candidats déguisés à l'émigration ? « Amnesty n'a même pas cru bon de venir au Togo pour compléter son enquête », s'étonne Kokou Tozoun, ajoutant "qu'elle s'est arrêtée dans un camp de réfugiés où des gens cherchent à partir à l'étranger. »

Tout cela démasque l'habillage "pavé de bonnes intentions" voulu par les deux protagonistes. Mais les Togolais ne croient plus ni en la sincérité, ni en la capacité du RPT à ramener la paix au Togo et à conduire notre pays dans la voie d'une démocratie véritable. Ce qu'on peut dire d'ores et déjà, c'est que M. Gilchrist Olympio joue gros dans cette affaire. Après ses mémorables cafouillages d'Abuja et d'Accra, « l'opposant historique » n'a plus aucun droit à l'erreur. S'il est sûr de son coup cette fois-ci, qu'il le dise haut et fort aux Togolais et à la face du monde. Il sait en tous cas qu'il a une obligation impérieuse de résultats rapides : retour des réfugiés avec garantie de leur sécurité au pays, indemnisation de tous les rapatriés, reconstruction aux frais de l'Etat des maisons, usines, bureaux et ateliers détruits ou endommagés, remboursement des frais d'hospitalisation des blessés et d'obsèques pour les familles des morts, publication des listes des disparus, traduction et condamnation des auteurs de tous ces maux devant les tribunaux....

Question 5 : Est-ce que la solution à la crise togolaise se limite seulement aux familles Gnassingbé et Olympio ?

Il tombe sous le sens que l'avenir du Togo ne peut pas être l'affaire de deux individus ou de deux familles. Il s'agit là d'un jeu pervers institué par le Général Eyadéma et implicitement accepté par M. Gilchrist Olympio, dès lors qu'il était entendu entre les deux protagonistes que ce dernier était de facto le seul opposant. D'ailleurs le fils du premier, qui a été à bonne école, reprend le même jeu à son propre compte. Les avantages pour le système RPT sont multiples : impossibilité de dégager un leadership consensuel au sein des forces démocratiques, méfiance institutionnalisée entre les leaders des partis, délégitimation des leaders de l'opposition face à "l'opposant historique" et donc impossibilité de dialogue et de construction d'un programme unitaire de gouvernement.

De plus comme le système sait par avance qu'elle dispose d'une arme constitutionnelle imparable contre M. Olympio, frappé d'interdiction de candidature, tout risque d'alternance politique est "définitivement" conjuré !

Le plus surprenant dans toute cette incroyable affaire, c'est que M. Gilchrist Olympio se soit accommodé lui-même de cette manipulation et n'ait pas réellement cherché à trouver avec les autres leaders une stratégie de contournement. Il s'est étonnamment toujours complu dans l'autosatisfaction d'avoir eu aux différentes élections le plus grand nombre de voix, ce qui est certainement vrai. Malheureusement sur quoi ont débouché sa victoire de 98 et celles de Bob Akitani en 2003 et 2005 ? La violence, l'exil ou la mort de bon nombre de ceux qui lui ont manifesté une confiance sans limite...

Nous pensons, quant à nous, que l'avenir du Togo et de son peuple n'est pas un jeu. Cette mascarade n'a déjà que trop duré ! Le Togo ne peut pas être pris en otage par deux familles, aussi méritantes soient-elles. C'est pourquoi nous affirmons que le Togo ne pourra résoudre sa profonde crise sociale et politique qu'en dehors de ces deux familles ! Tout le Togo a compris que le temps des princes-héritiers est révolu et c'est pourquoi il aspire désormais à se

choisir librement ses gouvernants parmi ses enfants les plus démocrates, les plus expérimentés, les plus talentueux : le Togo est une REPUBLIQUE !

Question 6 : Selon une dépêche de Jeune Afrique Intelligent, vous allez porter sur les fonds baptismaux un parti d'ici septembre prochain, confirmez-vous ? Si oui, quelle orientation politique donnez-vous à votre parti ?

Depuis plusieurs semaines et plus précisément depuis les événements d'avril 2005, nous planchons, mes collaborateurs et moi, sur les conditions d'une nouvelle offre politique à nos compatriotes. A travers tous les courriers et messages que nous recevons du Togo et d'ailleurs, nous avons entendu un grand besoin et une grande attente dans le pays. Tout cela nous a encouragés à nous engager résolument dans la recherche de cette désormais incontournable offre politique.

Ce que je peux vous dire, c'est que nous sommes déjà très avancés. Il me paraît cependant peu probable que nous lancions ce nouveau parti dès septembre 2005. Mais nous nous préparons. Notre objectif est de proposer à nos compatriotes une structure dynamique, efficace, crédible et rassembleur. Ce qui nous importe avant tout, c'est de provoquer dans ce pays un véritable changement qui apporte l'unité, le respect, le développement et la sécurité à tous les Togolais. Notre pays dispose de nombreux atouts. Nous voulons libérer les initiatives des forces créatrices de notre pays, ceci dans le respect des droits de chacun et dans l'acceptation des devoirs par tous. Nous voulons la fin de l'arbitraire, des trafics et de la corruption qu'ils nourrissent. Nous voulons un Togo réconcilié avec lui-même. Nous voulons une Démocratie Exemple pour le Togo, pour l'Afrique et pour le vaste monde.

En ce qui concerne le nom de la nouvelle structure, nous avons pour l'instant retenu au sein de notre direction provisoire deux projets de dénomination. Nous communiquerons le moment venu le choix définitif. Cependant, je voudrais profiter encore de cette période de réflexion où le choix définitif n'est pas arrêté pour faire appel à l'imagination créatrice de nos compatriotes et leur demander de nous proposer, eux aussi, leurs idées pour un nom ainsi qu'un contenu politique pour ce parti dont le socle est celui des valeurs de la République : Liberté, Réconciliation, Unité, Respect, Développement. Chacun peut nous écrire directement, soit par courrier électronique à info@sursauttogo.org soit par courrier ordinaire à M. GALLEY Frédéric Attention de Sursaut. BP 56 59006 Lille Cédex

Le mot de la fin :

Comme vous pouvez le constater, nous sommes animés par une véritable ambition pour notre pays, le Togo. Mais cette ambition est aussi une ambition pour l'Afrique. En effet, comment ignorer, dans la tourmente de ce qu'il est convenu d'appeler la "mondialisation", que le monde est déjà devenu un tout petit "village" dont les habitants et leurs productions matérielles voyagent à la vitesse du son, pendant que les idées, les technologies, l'argent se transmettent à la vitesse de la lumière ? Comment ne pas prendre conscience que ce village est en train de s'organiser pour le partage du travail ? L'Inde en est le Centre de Recherche ; la Chine : l'Atelier de Fabrication ; l'Amérique : la Caserne pour la Sécurité du village ; l'Europe : le Centre de la Protection Sociale. Si nous ne faisons rien, l'Afrique assurera, de gré ou de force, la seule fonction qui reste : celle de Cimetière ! Notre ambition, c'est de dire NON à une telle perspective !

KOFI YAMGNANE